

En pleine chasse
aux coûts :
Des millions pour
Bolloré et Delbos

l'étincelle

Sarkozy a rencontré Ghosn
Bygmalion, Paul Bysmuth,
financement libyen... : être
aussi inculpé, ça rapproche

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 19 novembre 2019

Qui trop embrase mal éteint

Macron a peur de l'embrassement social. Et il a bien raison. Nous vivons dans un des pays les plus riches du monde, dont les entreprises sont championnes en distribution de dividendes aux actionnaires. Un pays où Macron et Philippe, comme leurs prédécesseurs, se font forts de rendre les riches ultra-riches en rendant les pauvres ultra-pauvres. Mais après un an de mobilisation des Gilets jaunes, les nuages s'amoncellent, les incitant à davantage de prudence.

Misère étudiante

« À Lyon-II, nous avons des étudiants qui ont faim » : la présidente de cette université, Nathalie Dompnier, faisait écho à ce jeune étudiant de 22 ans qui s'est immolé par le feu pour protester contre sa situation précaire. Tout le monde a été bouleversé : les parents dont les enfants galèrent entre fac et petits boulots, les enseignants sidérés de constater que certains de leurs étudiants les écoutent avec le ventre creux. Et les étudiants, bien sûr. Dans toutes les grandes villes universitaires, ils se sont rassemblés non seulement pour rendre hommage à leur camarade, mais pour crier leur colère.

La colère des hospitaliers

Jeudi dernier, la mobilisation du secteur hospitalier a été un succès, avec une énorme manifestation à Paris qui a réuni plus de 13 000 personnes. Il faut dire que le mouvement s'étend, l'ensemble des services hospitaliers ayant pris le relais des services d'urgence dont les premières grèves avaient commencé en mars dernier !

Face à l'amplification de la colère, Macron a promis l'annonce mercredi d'un « plan d'urgence » pour les hôpitaux. Il est surtout question d'une astuce comptable en déplaçant les 30 milliards de la dette des hôpitaux pour la reporter sur le budget de l'État. Reste à voir en prenant à qui, sans qu'on sache si les économies criminelles sur la santé ne vont pas perdurer ! Et si les revendications des personnels sur les conditions de travail et les salaires seront satisfaites.

Macron sur la pointe des pieds

Ces derniers temps, le gouvernement a tenté de déminer, suggérant des reculs tout en se laissant la

possibilité de remettre ses projets sur le tapis.

La réforme sur la retraite ? Macron se dit prêt à ce qu'elle ne concerne que les « nouveaux entrants » dans l'emploi... Mais ce qui serait injuste pour nous le serait tout autant pour les jeunes !

Le projet de loi permettant aux enseignes alimentaires de faire travailler jusqu'à minuit en payant en heures normales ? Pas tout de suite... mais peut-être après des négociations avec les syndicats.

Tape m'en cinq !

Tout le monde a en tête le 5 décembre, date à laquelle plusieurs confédérations syndicales appellent à une journée de grève dans tous les secteurs. Poussés par la colère de leur base, les syndicats des transports parisiens (RATP) et de la SNCF appellent même à la reconduction de cette grève les jours suivants.

Mais quels sont les objectifs des directions des confédérations ? Le retrait pur et simple du projet de Macron ou... l'ouverture de négociations dont on ne saurait pas d'avance où elles mèneraient ?

Ce ne serait pas la première fois que les directions syndicales accepteraient de sacrifier un mouvement de grève sur l'autel de négociations hasardeuses. Ce que confirme le secrétaire général de la CGT lui-même, Philippe Martinez : il a affirmé mercredi 13 novembre à Sud Radio que la grève du 5 décembre était encore évitable... Ce qui est une façon bizarre de mobiliser !

Ce sont les luttes, et leur contagion, qui ont fait reculer Macron, pas les palabres. Alors préparons-nous à ce 5 décembre et ses suites. Organisons-nous à la base, comme ont commencé à le faire les Gilets jaunes et les hospitaliers des urgences. Coordonnons nos forces. Et que Macron récolte cette tempête sociale qu'il craint tant.

Souriez, vous êtes analysés

Vous ne le saviez pas, mais l'application MyAnalytics, livrée avec Office 365, scrute désormais votre activité. Un tableau de bord, envoyé aussi par mail, fait le point sur le temps passé sans activité, en réunion, sur la messagerie ou après les horaires de travail. L'objectif est d'augmenter la productivité. Selon Microsoft, ce mouchard doit aussi aider à la déconnexion. Comme si la sur-connexion ne venait pas de la course à la productivité !

Alloc, non mais alloc quoi !

L'allocation de fin d'année, versée au APR et aux ETAM avec la paie de novembre, est de 299,67 € au coefficient 100. Le directeur du Design, Van den Acker, lui n'en a pas besoin : il vient de vendre plus de 8000 actions Renault, empochant la modique somme de 374 246 €. Comme quoi, on est «*tous dans le même bateau* » comme dit la direction.

L'arbre qui cash la forêt

Pour augmenter le Free Cash Flow, il n'y a pas de petites économies : réduction des déplacements professionnels, suppression des repas de fin d'année, des agendas papier pour 2020... Il serait même question de supprimer les gobelets en plastique aux distributeurs à café, au nom de l'écologie bien sûr. Cela fait toujours beaucoup moins d'économie que de supprimer les jetons de présence des administrateurs ou les avantages des cadres dirigeants.

Le déménagement ne fait pas un carton

Pour libérer de l'espace et permettre de rénover le TCR, des salariés du Technocentre ont été envoyés au Connect à Vélizy. Mais sur les 1000 salariés prévus, à peine 350 y travaillent vraiment. En cause les conditions de travail : locaux encore en travaux lors du déménagement, embouteillages sur l'A86 et la N118... La direction avait pourtant tout prévu. Alors faut-il déconnecter le Connect ?

Bientôt plus que la peau et Delbos

La nouvelle direction de Renault par intérim, avec à sa tête Clotilde Delbos, est surtout active pour réduire les dépenses. Pour le reste, il y a comme du flottement dans l'air : projets abandonnés ou décalés, prestataires non payés ou remerciés... On attend toujours le «*nouveau souffle* » promis.

Mercauto

Depuis la chute de Ghosn, le grand mercato pour le remplacer est lancé. Bolloré a vite été évincé. Delbos s'est portée candidate, mais d'autres noms circulent : Didier Leroy (Toyota), Patrick Koller (Faurecia) ou Luca de Meo (Seat). Chez les PDG, on ne s'inquiète pas du chômage et les salaires sont mirobolants... si on sait satisfaire l'appétit des gros actionnaires.

Un salaire (en double) exemplaire

Clotilde Delbos aime jouer avec les chiffres, surtout les gros. Son truc, c'est additionner les salaires. Enfin surtout le sien. Nommée Directrice Générale de Renault par intérim, elle touchera 371 000 €, qu'elle pourra cumuler avec ses 528 000 € de son ancien poste de Directrice financière. Soit un total de 899 000 €. Sans compter une retraite chapeau et une part variable plafonnée à 1,125 millions d'euros. Les mesures d'économies, c'est surtout pour les autres.

De quoi avoir la (ré)vocation

Suite à un « accord transactionnel » entre le conseil d'administration de Renault et Thierry Bolloré, l'ex-Directeur Général révoqué de Renault aura droit à 52 509 actions de performance, estimées à 2,4 millions d'euros par l'AFP. A quoi s'ajoutent ses 651 915 € de part fixe pour 9 mois et 11 jours de présence en 2019, et au maximum 814 893 € de part variable. Bolloré ne touchera ni clause de non-concurrence, ni retraite chapeau. Mais ça lui fait quand même 3,8 millions d'euros de prime de départ. Le prix de son silence ?

C'est Flins et l'autre

Délocalisation de la totalité de la fabrication de la Clio 5 vers la Turquie et la Slovénie, chute des volumes de production de la Micra... Face à l'inquiétude grandissante des salariés et au silence de la direction sur l'avenir du site, les représentants du personnel au Comité Social et Economique (CSE) de Renault Flins viennent de voter une expertise. Un cabinet d'experts sera chargé de faire un diagnostic du site et de ses perspectives industrielles. De quoi tirer la sonnette d'alarme, mais pas remplacer l'intervention des salariés pour défendre leur emploi.

Alerte à Yokohama

Après Renault, c'est Nissan qui vient d'émettre une alerte sur ses résultats depuis son siège de Yokohama. Nissan prévoit toujours des bénéfices à la fin de son année fiscale, mais moins qu'espéré. En attendant, Renault vient d'engranger 233 millions d'euros venant de Nissan dans son résultat net du 3^{ème} trimestre 2019. Pas mal pour une alerte.

Le salaire de la peur (de la grève)

Après une grève de 40 jours à General Motors, les constructeurs ont peur de l'émergence de conflits similaires. C'est pourquoi Ford a accepté un accord, quasi-identique à celui signé par le syndicat UAW avec GM, comprenant deux hausses annuelles de salaire de 3 % et un bonus de 9 000 \$ pour les salariés à temps plein. Aux USA, les salariés de l'automobile, qu'ils travaillent pour Ford, GM ou Nissan, ont les mêmes problèmes : se mettre en grève tous ensemble permettrait d'obtenir bien plus.